

Cette dernière, quoique rédigée soigneusement pour exclure de tout dédommagement les personnes qui avaient participé activement à la rébellion, fut représentée par certains adversaires du gouvernement, comme destinée à récompenser ces personnes; et sa signature par Lord Elgin fut suivie d'émeutes à Montréal, alors siège du gouvernement. Le Gouverneur Général fut attaqué par la populace alors qu'il passait en voiture dans les rues, et le 25 avril 1849, au commencement de la soirée, le palais de la Législature fut incendié et totalement détruit. Il en résulta que le siège du gouvernement fut transporté à Toronto, dans l'automne de la même année, et qu'on adopta un système par lequel cette ville et Québec seraient alternativement le siège du gouvernement. Le ministère de M. Hincks fut surtout remarquable par les mesures prises pour développer au Canada un système de chemins de fer, et par l'adoption d'un traité de réciprocité entre le Canada et les Etats-Unis. Lord Elgin prit le plus grand intérêt à la rédaction des clauses de ce traité, et ce fut, dans une grande mesure, grâce à son habile diplomatie et à ses facultés extraordinaires de persuasion que les négociations aboutirent à un succès. M. Hincks lui-même alla à Washington et soutint très fortement le traité dans des documents soumis au Congrès. Le Canada bénéficia certainement de ce traité, en particulier quand la déclaration de la guerre de Sécession (1861) entraîna une augmentation sidérable dans la demande des produits agricoles de toutes sortes.

Quoiqu'il soit hors de doute que l'union des provinces et l'adoption du gouvernement responsable aient stimulé l'activité générale du pays, en augmentant le courant de la vie sociale et politique du Canada, de graves difficultés politiques ne furent cependant pas longues à se produire. De très profondes différences existaient entre les parties est et ouest de la province, et tout parti politique reposant principalement sur les votes de l'une des provinces, était sûr d'encourir une vive opposition dans l'autre. Le gouvernement Draper-Viger, formé par Sir Charles Metcalfe, reposait surtout sur les votes à lui donnés par le Haut-Canada; le gouvernement Baldwin-Lafontaine, qui suivit, était surtout soutenu par les votes du Bas-Canada. L'Acte d'Union avait donné à chaque section de la province une égale représentation de 42 membres à l'Assemblée. A cette époque, c'était le Bas-Canada qui avait la plus forte population; mais il ne s'écoula pas bien des années avant que, principalement à cause de l'immigration, la supériorité du nombre fût en faveur du Haut-Canada. Il se fit alors de l'agitation dans l'ouest en faveur d'une représentation reposant sur le chiffre de la population, mais le Bas-Canada résista fortement à cette demande. Le gouvernement Hincks fut défait en 1854, par une coalition des conservateurs et des partisans de la réforme, et fut remplacé, en septembre de la même année, par une coalition dirigée par le premier ministre, Sir Allan MacNab. Le nouveau gouvernement mit à exécution deux mesures très importantes: la sécularisation des réserves du clergé, qui pendant plus de vingt ans avait donné lieu à des controverses sérieuses dans le pays, et l'abolition de ce qu'on appelait, dans le Bas-Canada, la Tenure Seigneuriale. Ces deux mesures étaient des mesures de progrès, et la première fut aussi fortement approuvée dans le Haut-Canada, que la seconde le fut dans le Bas-Canada. En 1855, le siège du gouvernement qui avait été transporté de Toronto à Québec, au cours